

INFRASTRUCTURE

DEPARTEMENT URBANISME & ENVIRONNEMENT
DOSSIER TRAITE PAR MAUD DECONINCK
HOTEL COMMUNAL • PLACE COLIGNON | BUREAU 2.08
✉ URBANISME@1030.BE ☎ 02 244 75 11

NOS RÉF. : PERMIS D'URBANISME/2025/337=061/235/CCE

ÁNGEL CAMPOY NAVARRETE - S.R.L.
RUE DE GENEVE 11
1140 EVERE

GUICHET (BUREAU 2.04) ACCESSIBLE DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 À 13H UNIQUEMENT SUR RENDEZ-VOUS (02 244 75 11)

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver, ci-dessous, l'accusé de réception de dossier complet concernant votre demande de permis d'urbanisme.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET

Est déclaré complet le dossier portant la référence **2025/337=061/235**, introduit le 26/08/2025 et déclaré incomplet le 08/10/2025 et complété le 26/12/2025

par **Ángel Campoy Navarrete S.R.L.**

relatif à une demande de : **permis d'urbanisme**

portant sur un bien sis : **Avenue Dailly 235 Avenue Dailly 237**

ayant pour objet : **sur une parcelle comprenant un bâtiment avant (1 commerce et 4 logements) et un bâtiment arrière (1 logement), affecter le commerce du bâtiment avant en un équipement d'intérêt collectif (santé - cabinet dentaire)**

La demande est soumise à une enquête publique, en vertu de :

- **application de la prescription générale 0.6. du PRAS (actes et travaux portant atteinte aux intérieurs d'îlots)**

La demande est soumise à l'avis de la Commission de concertation,

La demande est soumise à l'avis conforme du fonctionnaire délégué et/ou à la décision du fonctionnaire délégué sur les dérogations sollicitées.

La demande est soumise à l'avis des administrations et/ou instances suivantes :

- **SIAMU**

La durée maximum de principe de l'instruction de la présente demande est fixée en application de l'article 156, à savoir **160 jours à compter du : 2 février 2026**

Le CoBAT prévoit toutefois des hypothèses qui, si elles se présentent durant l’instruction de votre demande, interrompront ou prolongeront ce délai de principe (modification en cours d’instruction, survenance des vacances d’été au moment de l’organisation de l’enquête publique, etc.).

Fait à Schaerbeek,

Le Secrétaire communal
Par délégation,

Guy VAN REEPINGEN
Directeur-adjoint

La Bourgmestre
Par délégation,



Justine HARZÉ
Echevine

ANNEXE
COMMENT UPLOADER VOTRE DOSSIER ELECTRONIQUE
EN VUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

N.B. : il s'agit donc bien d'un deuxième upload des documents,
distinct de celui déjà fait lors du dépôt de la demande

Conformément à l'arrêté du 25/04/2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement, merci de charger une version électronique des pièces de votre dossier **au plus vite**, en suivant les instructions suivantes :

Merci de vous rendre sur la plateforme <https://mypermit.urban.brussels/home> pour charger votre dossier électronique.

1. Cliquez sur « compléter une demande existante » ;
2. Retournez dans le tableau reprenant vos demandes en cliquant sur le bouton « Mes demandes » et sélectionnez la demande pour laquelle vous souhaitez ajouter des documents électroniques et cliquez sur le dossier ;
3. Cliquez sur la tuile « Introduire des documents pour une enquête publique » ;
4. Complétez votre adresse email et la référence de votre dossier et cliquez sur « continuer » ;
5. Vous recevrez sur votre adresse e-mail précédemment indiquée, le lien pour accéder à la plateforme et un mot de passe ;
6. Une fois connecté à l'application, uploadez les pièces de votre dossier au plus tard la veille du début de l'enquête publique.

Pour éviter tout report de l'enquête publique, nous vous recommandons de charger les pièces de votre dossier au plus vite après la réception de ce courrier.

ATTENTION, dans le cas où vous n'uploadez pas votre dossier dans le délai, l'enquête publique devra être réorganisée à une date ultérieure, ce qui allongera, à due concurrence, le temps nécessaire pour statuer sur votre demande. Cela pourrait entraîner un dépassement du délai légal et donc un refus tacite.

UN SOUCI ? BESOIN DE PLUS D'EXPLICATIONS ?



N'hésitez pas à consulter notre FAQ en visitant le lien suivant :

<https://mypermit.brussels/fr/urban-faq/>

Dispositions légales

Extrait du Code bruxellois de l'aménagement du territoire

Article 156

§ 1er. La décision du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant le permis est notifiée par pli recommandé à la poste simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

§ 2. Cette notification intervient dans les délais suivants à compter de la date de l'envoi de l'accusé de réception prévu à l'article 125 alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration du délai d'envoi prévu par cette disposition :

1° septante-cinq jours lorsque la demande ne requiert ni intervention du fonctionnaire délégué en application de l'article 126, § 9 et/ou 11, ni mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7 ;

2° ...

3° nonante jours lorsque la demande requiert l'intervention du fonctionnaire délégué en application de l'article 126, § 9 et/ou 11, ou des mesures particulières de publicité ;

4° cent soixante jours lorsque la demande requiert l'intervention du fonctionnaire délégué en application de l'article 126, § 9 et/ou 11, et des mesures particulières de publicité.

Moyennant notification au demandeur dans le délai calculé conformément à l'alinéa 1er, le collège des bourgmestre et échevins peut prolonger ce délai de trente jours :

1° lorsque ce délai expire durant les vacances d'été ;

2° lorsque les dispositions du Code imposent de reporter les mesures particulières de publicité en raison des vacances d'été.

§ 3. ...

§ 4. ...

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'exécution du présent article.

Article. 156/1.

A défaut de notification de la décision du collège des bourgmestre et échevins dans les délais visés à l'article 156, le fonctionnaire délégué est automatiquement saisi de la demande, qu'il instruit conformément à l'article 178/2.

Article. 178/2.

§ 1er. En dérogation aux articles 178 et 178/1, et sous réserve des paragraphes suivants, lorsqu'il est automatiquement saisi conformément à l'article 156/1, le fonctionnaire délégué notifie simultanément au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins sa décision octroyant ou refusant le permis dans les quarante-cinq jours de la date de sa saisine.

A défaut de notification de la décision du fonctionnaire délégué dans ce délai, le permis est réputé refusé.

§ 2. Lorsque le fonctionnaire délégué constate que le collège des bourgmestre et échevins n'a pas soumis la demande :

1° à l'avis qui doit être requis d'administrations ou instances, il sollicite lui-même ces avis et en avise le collège et le demandeur ;

2° aux mesures particulières de publicité qui doivent être organisées, il invite le collège à organiser lesdites mesures dans les dix jours de sa demande.

Lorsque le fonctionnaire délégué procède à l'une et/ou l'autre des mesures visées à l'alinéa 1er, le délai de quarante-cinq jours prévu au § 1er est augmenté de trente jours.

Complémentairement à l'alinéa 2, lorsque le fonctionnaire délégué procède à la mesure visée à l'alinéa 1er, 2°, et que l'instruction des mesures particulières de publicité se déroule durant les vacances scolaires, le délai prévu au § 1er est encore augmenté de :

- dix jours s'il s'agit des vacances de Pâques ou de Noël ;

- quarante-cinq jours s'il s'agit des vacances d'été.

§ 3. Complémentairement aux dispositions générales applicables à toutes les procédures, sont applicables dans le cadre de la procédure visée au présent article :

1° l'article 177/1, sous réserve des renvois qui y sont faits à l'article 178, qui sont ici remplacés par des renvois au présent article ;

2° l'article 188.